

## Présidentielle en RDC : la transition ou le chaos

@rib News, 16/12/2018 Source AFP La République démocratique du Congo, le plus grand et le plus instable de pays d'Afrique sub-saharienne, entre dans une période sans précédent de sa tumultueuse histoire à l'approche des élections prévues le 23 décembre.

Deux fois reporté, le scrutin présidentiel à un tour doit en théorie conduire le pays de Patrice Lumumba (assassiné en 1961), du maréchal Mobutu Sese Seko (renversé en 1997) et de Laurent-Désiré Kabila (assassiné en 2001) vers une première transmission pacifique du pouvoir depuis son indépendance le 30 juin 1960. "Personne ne peut dire aujourd'hui ce qui se passera au lendemain des élections", admet la présidence française, en pointe sur le dossier congolais aux Nations unies. Signe parmi d'autres d'inquiétude à l'extérieur face aux risques de violences: les États-Unis ont ordonné vendredi le départ des équipes jugées non essentielles de leur ambassade à Kinshasa. L'actuel chef de l'Etat, Joseph Kabila, fils et successeur du président tué le 16 janvier 2001, s'est resigné à quitter le pouvoir, contraint par la Constitution qui lui interdisait un troisième mandat. Avec deux ans de retard, sous pression également de l'Occident et de la rue congolaise, M. Kabila, 47 ans, a désigné un "dauphin" dans la course à sa succession, l'ex-ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary, 58 ans. Soutenu par les cadres du régime réunis dans le Front commun pour le Congo (FCC), et par l'appareil d'Etat et ses forces de sécurité, M. Ramazani a face à lui l'opposition divisée entre deux têtes d'affiche. - Opposition divisée - Comme son père Etienne lors des dernières élections en 2011, Félix Tshisekedi 55 ans, porte les couleurs de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti historique d'opposition depuis les luttes anti-Mobutu des années 80, dans l'ancien Zaïre. Fort de ses bastions à Kinshasa et dans le Kasaï (centre), Tshisekedi fils a constitué un "ticket" avec l'ex-président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, originaire du Sud-Kivu (Est). MM. Tshisekedi et Kamerhe se sont retirés en novembre d'un accord à sept opposants qui désignaient un autre d'entre eux "candidat unique" de l'opposition, l'outsider Martin Fayulu. Emmanuel Ramazani, Félix Tshisekedi, Martin Fayulu: l'élection se joue entre ces trois-là, les seuls parmi les 21 candidats inscrits qui font campagne aux quatre coins d'un pays-continent de 2,3 millions de km<sup>2</sup>. Des violences ont éclaté autour de la campagne de M. Fayulu, avec au moins quatre morts parmi ses partisans d'après plusieurs sources, ce que nie le pouvoir. Le candidat a appelé à l'aide de la communauté internationale, qui est sortie de son long silence sur la RDC. Dans un communiqué commun, les Nations unies, l'Union européenne, la France, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada et la Suisse se sont inquiétés des violences pré-électorales. Il est peu probable que les 40 millions d'électeurs enregistrés puissent voter. Dans l'Est frontalier de quatre pays (Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie), des dizaines de groupes armés restent en embuscade, prospérant sur le chômage des jeunes, avec pour enjeu le contrôle des ressources minérales. La violence atteint son comble à Beni dans le Nord-Kivu, théâtre de tueries de civils attribuées au mystérieux groupe armé d'origine ougandaise ADF et d'une épidémie d'Ebola. Des combats entre l'armée régulière et des rebelles sont régulièrement rapportés dans le territoire de Fizi, au Sud-Kivu. La situation est également instable en Ituri. - Machines à voter - Cette élection historique présente une étrange singularité: une simple procédure de vote est devenu au fil de mois un enjeu à part entière du scrutin. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a acheté quelque 100.000 "machines à voter" une société privée sud-coréenne, désavouée par l'ambassade de Soul à Kinshasa. L'écran tactile doit permettre aux électeurs de cliquer sur le nom des candidats et d'imprimer leur bulletin de vote à glisser dans l'urne avant un traditionnel comptage manuel. L'opposition a dénoncé pendant des mois ces "machines à tricher" avant de se diviser. M. Tshisekedi accepte les élections, "avec ou sans machine", pour accabler le départ du président Kabila. M. Fayulu accepte les élections, mais conteste la machine à voter. Cette position lui vaut d'être accusé par le pouvoir de vouloir "saborder" les élections, surtout depuis l'incendie jeudi d'un entrepôt de la CENI à Kinshasa. Ce sinistre, sans doute d'origine criminelle d'après les autorités, a détruit 80% des machines destinées à la capitale, avance la CENI, qui assure que les élections auront tout de même lieu. En marge des polémiques et des violences, les candidats ont tous promis des milliards de dollars sur cinq ans pour sortir la RDC de la pauvreté. Dans ce pays qui regorge de cobalt, de cuivre, de coltan, d'or, de diamants, la vaste majorité des Congolais vit avec moins de deux dollars par jour.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});